Le 20-07-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

« *Qui peut sauver Julian Assange* » demandaient Viktor Dedaj et Michel Collon dans la postface du livre « Julian Assange parle » que nous vous proposons ci-dessous. La question reste tristement brûlante alors que le fondateur de WikiLeaks est menacé d'une extradition imminente vers les États-Unis. Dans « *Julian Assange parle* », Karen Sharpe a réalisé un magnifique travail pour collecter la

pensée du célèbre journaliste australien et nous permettre de découvrir la noblesse de son combat à travers ses propres mots. On se demande alors qui pourra sauver cet homme des forces puissantes qui s'acharnent contre lui. La Justice ? Les médias ? Difficile à croire quand on examine leur attitude jusqu'ici à travers quelques faits peu connus…
A cela nous pouvons ajouter la triste absence de combat mené par la gauche en France pour sauver Assange. Comme si elle ne mesurait pas l'injustice criminelle qui lui est faite ni la gravité du procès politique et de la torture dont il est victime depuis des années maintenant. Cachez ce scandale que je ne saurais voir… serait plutôt la position majoritaire. Alors même que la gauche et certains mouvements se sont nourris des informations divulguées par Assange. Des déclarations sporadiques ne suffisent pas. C'est un rapport de force continu qu'il faut organiser.

Lisez jusqu'au bout et vous saurez ce qu'il y a à faire, dès maintenant, sans plus tarder. La vie d'Assange tient à un fil. Plus tard ce sera définitivement trop tard et les pires censeurs qui ont uni leurs forces auront gagné. Et pourront recommencer !

Une Justice nullement impartiale

Commençons par le commencement. Comment est-il possible qu'un journaliste australien, opérant en Europe, se retrouve, à cause de ses activités journalistiques, enfermé en préventive, en Angleterre, dans une prison de haute sécurité et en isolement, dans l'attente d'une extradition vers les États-Unis, un pays dont il n'a jamais été sous la juridiction ? La réponse est simple : c'est un procès politique, une opération punitive. Les plus hautes autorités politiques et judiciaires de plusieurs États ont manœuvré de manière concertée pour organiser l'enlèvement et le bâillonnement de ce journaliste. À travers une procédure judiciaire émaillée du début à la fin d'irrégularités monstrueuses.
D'abord, le procès sera dirigé par Lady Emma Arbuthnot, personnellement touchée par les révélations de WikiLeaks : *« Lady Arbuthnot a reçu des cadeaux et des marques d'hospitalité en relation avec son mari, notamment de la part d'une entreprise militaire et de cybersécurité exposée par WikiLeaks. […] Au moment même où Lady Arbuthnot présidait l'affaire juridique d'Assange, son mari s'entretenait avec de hauts fonctionnaires en Turquie, exposés par WikiLeaks, dont certains ont un intérêt à punir Assange et l'organisation WikiLeaks*[1]*. »*
Ensuite, les audiences seront présidées par Vanessa Baraitser qui lit des conclusions rédigées à l'avance (par Lady Arbuthnot ?) et ricane lorsque la défense prend la parole. Par trois fois, les États-Unis changeront leurs « accusations », comme s'ils n'étaient pas très sûrs de quoi Julian Assange serait coupable. À tel point que, le premier jour du procès, Julian Assange sera « libéré », car les États-Unis ont abandonné leurs accusations initiales, et aussitôt arrêté de nouveau, car ils ont présenté – hors délai, mais qu'importe – de nouvelles accusations. En outre, comme l'a établi l'enquête de la journaliste italienne Stefania Maurizi, des procureurs britanniques et suédois ont échangé des courriels démontrant une collusion pour faire traîner au maximum une non-affaire de « viol » et garder Assange en otage.
Le contrôle de la régularité des audiences sera systématiquement entravé. Amnesty International se verra interdire l'accès à la salle (une première en Occident, selon l'organisation). Reporters Sans Frontières aura du mal à accéder aux audiences, même par vidéoconférence. Les liaisons vidéo seront constamment défaillantes, inaudibles et indignes d'un appareil judiciaire moderne. Les avocats de la défense n'auront droit qu'à une demi-heure pour interroger chaque témoin. Ceux du département US de la Justice auront quatre heures. Les documents présentés par la défense seront refusés. Ceux présentés par l'accusation acceptés. Et ainsi de suite.
Ce n'est pas tout. Le témoin clé de l'accusation, l'Islandais Sigurdur Thordarson, escroc récidiviste

en cavale, pédophile condamné et psychopathe diagnostiqué, admettra finalement avoir inventé ses accusations en échange d'une immunité du FBI. Il sera d'ailleurs arrêté et incarcéré en Islande dans une prison de haute sécurité (Ô, ironie…). Sachant tout cela, le FBI a continué à utiliser ce faux témoin pour sa campagne de diabolisation d'Assange.
De son côté, la CIA a, sur instructions du gouvernement des États-Unis, préparé des scénarios pour kidnapper, voire assassiner Julian Assange. Elle a aussi espionné et enregistré toutes les conversations privées d'Assange avec ses avocats au sein de l'ambassade d'Équateur où il était réfugié. Cette illégalité aurait dû entraîner la nullité du dossier d'accusation US et donc l'arrêt du procès.
Il est vrai qu'un premier jugement, le 4 janvier 2021, refusera – contre toute attente – l'extradition. Mais seulement pour une raison « humanitaire » : par crainte pour la santé mentale de l'accusé. Un état provoqué justement par le traitement infligé depuis dix ans et dont la Justice britannique est responsable ! Mais sur le fond de l'affaire, la juge Baraitser approuvera les thèses des États-Unis et criminalisera, elle aussi, le journalisme d'investigation. La libération immédiate de Julian Assange sera bien prononcée, néanmoins il sera aussitôt renvoyé dans une prison de haute sécurité (sans tenir compte de sa santé mentale !), car les États-Unis feront appel. Ainsi ceux qui n'ont cessé de mentir peuvent décider d'envoyer en prison ceux qui ont dévoilé ces mensonges.

Fabriquer l'ignorance

De toutes ces irrégularités de procédure, de cette parodie de justice, les médias mainstream – à de très rares exceptions près – n'ont pas parlé. Pire, ils ont largement relayé les rumeurs et calomnies fabriquées par une campagne de diabolisation organisée par les services US. Passant sous silence des faits importants qui éclairaient la figure d'Assange sous un tout autre jour. Pourquoi ?
Sous un régime dictatorial, un procès politique peut donner lieu à un procès – spectacle où le coupable sera désigné à la vindicte populaire. Mais dans une démocratie, un procès politique doit se dérouler dans l'ombre, le plus loin possible du regard de l'opinion publique. Il faut le reléguer dans les confins de notre vision périphérique (« je crois que j'en ai entendu parler ») et le réduire à des aspects anecdotiques. En Occident, un procès politique ne peut « réussir » que si l'information occulte tout un pan de la réalité et blanchit les accusateurs.
En fait, il s'agit de fabriquer l'ignorance. L'image largement répandue de Julian Assange – *« un sale type mégalo, misogyne et violeur, qui s'est acoquiné avec les Russes, a commis des crimes et mis des vies en danger par ses actions irresponsables »* – ne tombe pas du ciel. En réalité, si vous n'avez pas suivi de près l'affaire Julian Assange/WikiLeaks, tout ce que vous croyez savoir sur cette affaire est probablement faux.
Non, WikiLeaks n'a jamais mis des vies en danger par des « publications irresponsables ». Non, Julian Assange n'a jamais été accusé de viol. Non, WikiLeaks n'est pas une organisation de pirates informatiques, mais un site offrant refuge aux lanceurs d'alerte. Non, WikiLeaks n'a pas fait perdre Hillary Clinton. Non, WikiLeaks ne roule pas pour la Russie. Une rapide recherche sur le site WikiLeaks.org suffit pour s'en convaincre.

Le pouvoir médiatique s'oppose également à Assange

La faute aux journalistes ? Non, il faut distinguer journalistes et médias. Ce ne sont pas les journalistes qui ont le pouvoir dans l'information. Ce qu'explique bien Anthony Bellanger, secrétaire de la fédération internationale des journalistes (FIJ), qui représente 650 000 journalistes dans le monde et qui défend fermement WikiLeaks. Interrogé sur le silence des journalistes, Bellanger a répondu : *« C'est pas forcément les journalistes qu'il faut pointer du doigt, c'est les patrons de presse. Je peux vous dire […] qu'ils sont impitoyables avec cette question-là. Partout dans le monde. [Or,] Julian Assange a la carte de presse de notre fédération internationale que j'ai moi-même*

signée. Le devoir d'être informés en tant que citoyens, c'est l'essence même du travail qui a été lancé à l'origine par Julian Assange quand il a créé WikiLeaks. […] Il y a des criminels dans la rue et eux n'ont aucun problème. Son seul crime, c'est d'avoir révélé la vérité, sorti des secrets qu'on essayait de cacher aux citoyens. Dans la charte d'éthique de notre fédération, le premier droit du citoyen c'est d'être bien informé[2]. »

Confirmation par un célèbre journaliste suédois. Arne Ruth a été durant seize ans rédacteur en chef du Dagens Nyheter, le principal quotidien suédois. Il a aussi travaillé six ans au tabloïde Expressen. Aujourd'hui, il estime que les médias suédois occultent systématiquement l'affaire Assange et il a rejoint les rangs du comité qui se bat pour sa libération : *« WikiLeaks est un modèle, oui. Son ambition était de donner un accès complet aux preuves et de rendre les connaissances accessibles à chacun. Le fait qu'un lanceur d'alerte décide "Je ne peux pas continuer ainsi, je dois le faire savoir" et que cette source puisse nous atteindre, c'est historique, il faut le dire, c'est un nouveau développement de l'accès démocratique à des informations cruciales[3].* »

Dès le début, les médias suédois ont négligé la couverture de l'affaire Assange. Ils n'ont jamais discuté l'importance de WikiLeaks et parlaient seulement de l'accusation de viol. Alors que cela n'a jamais figuré dans le dossier, la police suédoise s'est dépêchée de rendre cette information publique à peine trois heures après le déclenchement de la procédure. C'était manifestement un coup politique de la procureure.

De même, quand il a été dévoilé que la CIA avait élaboré des plans pour kidnapper, voire assassiner Assange, nos médias ont passé cela sous silence. En Europe, il semble que seule la presse allemande ait soulevé la dimension politique de cette attaque contre le journalisme. Sans doute à cause de l'engagement très fort de Günter Wallraff, une légende du journalisme dans ce pays. Le parti vert a également pris parti. La véritable dimension du procès Assange – le droit d'être correctement informé – a donc été exposée dans le grand quotidien conservateur Frankfurter Allgemeine Zeitung et dans le libéral Die Zeit. Mais c'est exceptionnel. À quoi est due cette censure ? Selon moi, à la combinaison de pressions économiques et politiques provenant des États-Unis.

Comment s'organise cette censure qui ne dit pas son nom ? En Grande-Bretagne, c'est très simple. Le gouvernement diffuse régulièrement une DSMA-Notice : une demande officielle adressée aux rédacteurs en chef de ne pas publier des articles sur des sujets spécifiques pour des raisons de « sécurité nationale ». L'avocate Nikitina Georgopoulos a pu établir qu'en Grande-Bretagne l'affaire Assange était placée sous embargo par cette mesure administrative peu connue. De telles procédures existent-elles dans d'autres pays occidentaux ?

En tout cas, on est forcé de s'interroger devant certains silences médiatiques. Même lorsque se déroulent des événements originaux, spectaculaires, touchants. Par exemple, lorsque Roger Waters, cofondateur du groupe Pink Floyd et légende vivante de la scène musicale internationale, livre un mini-concert acoustique en solidarité avec Julian Assange lors d'une manifestation à Londres, devant le ministère des Affaires étrangères, le 2 septembre 2019. Sur une estrade dressée pour l'occasion, il interprète notamment le célébrissime Wish You Were Here (« J'aimerais que tu sois là »). Normalement, un tel événement, people à souhait, aurait attiré l'attention de tous les médias, et les foules avec. Mais aucun média institutionnel n'en fera état, ni avant, ni pendant, ni après. De même, lorsque le Pape lui-même adresse une lettre à Julian Assange dans sa prison de haute sécurité à Londres, le mur du silence est maintenu.

Certains médias iront jusqu'à fabriquer leurs propres fake news. Le 27 novembre 2018, The Guardian publie un article inventé de toutes pièces selon lequel Julian Assange aurait reçu à l'ambassade d'Équateur plusieurs visites d'un envoyé de Trump, Paul Manafort, et de plusieurs « Russes ». Il n'existe bien sûr aucune trace de telles visites à l'ambassade la plus surveillée au monde à l'époque. Un éditorialiste en vue du même Guardian, James Ball, exprimera cette brillante analyse : *« La seule chose qui empêche Julian Assange de sortir de l'ambassade, c'est son orgueil. Il est peu probable que les États-Unis tentent de l'inculper[4]. »* Sa collègue Suzanne Moore exprimera sa compassion pour un homme attaqué de toutes parts par des forces extrêmement

puissantes sous cette forme distinguée : *« Ce type est un véritable étron[5]. »*
À quoi s'ajoute la censure pratiquée par les principaux médias dits sociaux. Une vidéo de cinquante secondes pour présenter l'affaire Assange ne restera pas plus de trente minutes sur TikTok. Par des algorithmes secrètement manipulés, Twitter et Facebook marginalisent systématiquement Julian Assange ou WikiLeaks, en réduisant au maximum la diffusion d'articles provenant de sources « non approuvées ». Sur YouTube, des vidéoconférences auxquelles participent de grands noms du journalisme d'investigation, du show-biz et de la politique reçoivent – contre toute logique – à peine quelques centaines de vues. Sous prétexte de combattre les fake news, les GAFAM interviennent de plus en plus dans le blocage des informations dérangeantes.
C'est ainsi que l'affaire journalistique la plus importante de notre ère, aux conséquences énormes pour la liberté de la presse, a été réduite à un simple fait divers par… la presse elle-même. Pourtant, WikiLeaks ne devrait pas être escamoté, ni diabolisé, mais énergiquement protégé. Pour commencer, il faut lever les malentendus entretenus sur cette initiative…

Ces lanceurs d'alerte dont nous avons tant besoin

Fondé par un informaticien australien doué, révolté par les injustices, les dérives et les abus de pouvoir, WikiLeaks a offert aux lanceurs d'alerte un portail garantissant leur anonymat. En retour, WikiLeaks se chargeait de vérifier et garantir l'authenticité des documents. Leur publication démolissait régulièrement tous les médiamensonges et récits officiels. C'était simple, efficace et gratuit. Et très dangereux pour les pouvoirs corrompus. Risquer d'être dénoncé « de l'intérieur » par des initiés représente un véritable danger existentiel.
C'est en effet le talon d'Achille des appareils d'États fortement militarisés et des grandes multinationales. Tous deux sont obligés de mettre au travail de très nombreux employés. Du coup, ceux-ci peuvent avoir accès à de nombreux documents démontrant l'existence de crimes ou délits qui étaient destinés à rester cachés. La conscience morale et le courage des lanceurs d'alerte peuvent donc mettre en échec les pires projets criminels.
À condition de trouver des journalistes qui les publient et les protègent. C'est grâce à WikiLeaks que Chelsea Manning a pu dévoiler les crimes commis en Irak, en Afghanistan et ailleurs ainsi que les stratégies d'occultation mises en œuvre par les plus hauts dirigeants US. Ce qu'a très bien exprimé John Kiriakou, un ancien officier du contre-terrorisme de la CIA, en signant l'Appel en tête de ce livre : « Je suis honoré de montrer ma solidarité envers Julian Assange. Sans lui, le peuple américain n'aurait aucune idée des crimes commis en son nom par son gouvernement. »
Face à ce danger que représente l'éclatement de la vérité, la répression a été donc immédiate et à la hauteur de la menace. Les États-Unis prétendent même exercer une « extraterritorialité » pour faire disparaître le journaliste le plus dérangeant du XXIe siècle. Alors, avec leurs complices étatiques, judiciaires et médiatiques, ils sont allés le chercher là où il se trouvait. Annonçant déjà qu'ils iront chercher les autres (tous ceux qui oseront faire leur travail) partout où ils le pourront. En France, par exemple, pays de l'affaire Georges Ibrahim Abdallah, certains seront peut-être un jour surpris d'apprendre jusqu'où s'étend l'ingérence…
En fait, les lanceurs d'alerte sont bien plus nombreux qu'on ne le croit. Mais leurs messages passent très rarement dans les grands médias. Pourtant, rien qu'en parcourant la liste de ceux qui ont signé l'Appel publié en tête de ce livre, on voit que leurs révélations concernent de nombreux secteurs qui nous concernent de façon vitale : évasion et fraude fiscales, spéculations bancaires, marchés des changes, santé publique, violences policières, corruption, justice, alimentation, trafic d'enfants, trafic de stupéfiants, lutte contre le terrorisme, services secrets… Bref, l'affaire Assange dépasse largement la personne d'Assange. À travers lui, tous les lanceurs d'alerte sont visés. En le sauvant, on protégera donc tous ceux qui auront le courage de nous informer sur les malversations de toutes sortes qui affectent notre société, détournent l'argent des citoyens et entravent la formation d'un monde meilleur. Comme l'a dit Edward Snowden : *« Si nous voulons libérer le monde,*

nous avons à libérer Assange[6]. »

Agissez. Maintenant.

On a tout fait pour isoler Julian Assange. Mais il n'est pas seul. Il est soutenu par tous les journalistes d'investigation (il n'en reste plus beaucoup), par tous les grands lanceurs d'alerte, par toutes les ONG de défense des droits de l'homme et de la presse, et par une multitude de syndicats de journalistes. Cependant, pour le sauver, il va falloir encore beaucoup augmenter ce soutien, déclencher des protestations plus massives. Et peut-être des actions radicales comme le boycott de certains produits britanniques tant que la justice sera bafouée par les autorités de ce pays.
Pour changer le rapport de forces, comment chacun de nous peut-il agir concrètement ? Julian Assange a répondu à cette question. Six mois après le début de son enfermement forcé à l'ambassade d'Équateur, il a dit : *« Les gens demandent souvent : "Que puis-je faire ?" La réponse n'est pas si difficile. Apprenez comment le monde fonctionne. Contestez les déclarations, les actions et les objectifs de ceux qui cherchent à nous contrôler derrière les façades de la démocratie et de la monarchie. Unissez-vous dans un but et un principe communs pour concevoir, construire, documenter, financer et défendre. Apprenez. Contestez. Agissez. Maintenant[7].* »
C'est pour nous que Julian Assange se bat. Battons-nous pour lui. Organisez des débats sur toutes les guerres dont WikiLeaks a dévoilé les mensonges, sur tous les assassinats, coups d'État, blocus et agressions économiques, etc. Afin de mieux encore démasquer les mensonges officiels. Invitez-y des signataires de l'Appel qui figurent en tête de ce livre. Traduisez ce livre, des articles ou des vidéos afin que ce combat soit connu en de nombreuses langues. Étudiez les méthodes de diabolisation qui ont été appliquées contre Assange et vérifiez si on les a également employées contre d'autres cibles pour restreindre votre accès à des informations cruciales. Participez aux comités de solidarité dans votre pays ou créez vous-mêmes un comité de base.
Comme l'a dit Julian Assange quand il a été arraché de l'ambassade d'Équateur et enfermé en isolement : *« Tous les autres doivent prendre ma place[8] ! »*

Notes:
[1] Niki Konstantinidou, « Affaire Julian Assange : Plainte contre la juge Lady Emma Arbuthnot », dans Le Grand Soir, 5 novembre 2020, disponible en ligne : https://www.legrandsoir.info/affaire-julian-assange-plainte-contre-la-juge-lady-emma-arbuthnot.html.
[2] Anthony Bellanger, intervention à la Fête de l'Humanité en 2021, disponible en ligne : https://m.youtube.com/watch?v=xRE0w9iMgOM.
[3] Interview par Viktor Dedaj, communication personnelle 25 et 26 octobre 2021.
[4] **James Ball, «The only barrier to Julian Assange leaving Ecuador's embassy is pride », dans The Guardian, 10 janvier 2018, disponible en ligne :** https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/jan/10/julian-assange-ecuador-embassy-wikileaks-us-sweden.
[5] **Cité par John Pilger, dans « The Lies About Assange Must Stop Now », dans Consortium News, 24 novembre 2019, disponible en ligne :** https://consortiumnews.com/2019/11/24/john-pilger-the-lies-about-assange-must-stop-now.
[6] **Edward Snowden, « Belmarsh Tribunal, The War On Terror is Put on Trial », 22 octobre 2021, disponible en ligne :** https://www.youtube.com/watch?v=E_xxGWAxlGc.
[7] **Déclaration de Julian Assange, 20 décembre 2012, disponible en ligne :** https://wikileaks.org/Statement-by-Julian-Assange-after.html**.**
[8] **Julian Assange, « Lettre depuis la prison de Belmarsh », dans The Canary, 13 mai 2019, disponible en ligne :** https://defend.wikileaks.org/2019/05/26/julian-assange-writes-a-letter-from-belmarsh-prison.

Source : https://www.investigaction.net/fr/qui-peut-sauver-julian-assange/

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire